



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 2412

Texte de la question

PROPOS DE SÉGOLÈNE ROYAL

M. le président. La parole est à M. Thierry Mariani, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Thierry Mariani. Ma question s'adresse à M. le Premier Ministre.

Hier soir, sur une grande chaîne de télévision nationale, Mme Ségolène Royal a tenu des propos inadmissibles ("*Hou !*" sur les bancs du groupe UMP), a eu un comportement malhonnête et immoral à l'encontre du chef de l'État, en employant des mots totalement outranciers.

Si tout le monde a compris qu'il s'agissait pour elle d'entrer dans la surenchère avec Martine Aubry dans la perspective des primaires socialistes, ses propos n'en sont pas moins purement démagogiques et curieusement nostalgiques : démagogiques, car jamais un Président de la République n'a autant fait que Nicolas Sarkozy pour la transparence de la vie politique (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) - c'est nous qui avons permis à la Cour des comptes de contrôler en permanence les comptes de l'Élysée ; nostalgiques, parce que, à l'époque où Mme Royal était conseillère à l'Élysée puis ministre, les fonds secrets faisaient régner un climat malsain.

La République transparente que construit Nicolas Sarkozy est en rupture totale avec les mauvaises habitudes qu'avait instituées le parti socialiste (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), en rupture totale avec une période où l'opacité était la règle, celle des écoutes illégales, celle des cabinets fictifs (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP*), celle où le pouvoir utilisait les fonds secrets, celle où, sur l'argent du contribuable, on finançait des vies privées. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UMP et NC.*)

Certes, ce qui est excessif est insignifiant, mais la violence des propos irrespectueux de Mme Royal doit être dénoncée. N'ayant rien à proposer pour demain, ni sur les retraites ni sur la sécurité, le parti socialiste se réfugie dans l'amalgame et l'insinuation. Pouvez-vous nous donner votre point de vue sur ses dérives actuelles ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, par les propos qu'elle a tenus hier soir, Mme Ségolène Royal s'est disqualifiée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

J'ai le souvenir d'une candidate à l'élection présidentielle qui prônait la République du respect. Par ses propos, Mme Ségolène Royal est tombée dans la République de la calomnie. Elle rejoint d'ailleurs Mme Aubry, qui prône la société du *care*, la société du respect, une République plus douce, et qui compare le Président de la République à un escroc.

Tout cela est indécent parce que, comme vous l'avez rappelé, c'est votre majorité qui, au cours de ce mandat, a réalisé des avancées considérables pour apaiser la République. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Mesdames, messieurs les députés de l'opposition, si vous pouvez poser autant de questions que la majorité, c'est parce que le gouvernement de François Fillon l'a voulu. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur Cahuzac, si vous êtes président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, une commission stratégique, c'est parce que cette majorité l'a voulu. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Albert Facon. Quel rapport ?

M. Luc Chatel, *porte-parole du Gouvernement*. Mesdames, messieurs de l'opposition, si c'est un ancien député socialiste qui préside la Cour des comptes et contrôle les comptes de l'Élysée, c'est parce que le Président de la

République, Nicolas Sarkozy, l'a voulu. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)
J'en appelle à votre sens des responsabilités. Votre attitude, votre hargne sapent les fondements mêmes de notre démocratie. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Notre République ne doit pas faire les frais d'une surenchère, d'une primaire au sein du parti socialiste. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mariani](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2412

Rubrique : État

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juillet 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er juillet 2010